

Publié le 28 juillet 2016 à 20h29 | Mis à jour le 29 juillet 2016 à 07h10

Des chantiers routiers retardés par les ingénieurs



Ce sont surtout les chantiers dont la surveillance des travaux est assurée par les ingénieurs du gouvernement qui sont affectés. Dans la région de Québec, deux chantiers seraient affectés, mais impossible de savoir lesquels.

Photothèque Le Soleil, Pascal Raththé



Annie Morin

Le Soleil

(Québec) Des chantiers routiers sont retardés, même reportés, en raison d'une grève des heures de travail des ingénieurs du gouvernement du Québec.

En date de jeudi, 25 des 437 chantiers lancés par le ministère des Transports du Québec (MTQ) étaient affectés par la réduction des heures de travail des ingénieurs. Depuis trois semaines, ceux-ci travaillent exclusivement de 7h30 à 16h30, jamais le soir ni les fins de semaine. Aucun syndiqué ne fait d'heures supplémentaires.

«Ce sont surtout les chantiers dont la surveillance des travaux est assurée par les ingénieurs du gouvernement qui sont affectés», précise Solène Lemay, porte-parole du MTQ. Il y a aussi quelques cas de chantiers reportés à

l'année prochaine, car la séquence des travaux est tellement serrée qu'ils ne pourraient être bouclés avant l'hiver, ajoute-t-elle. Les projets clés en main, surveillés par des firmes externes, se poursuivent normalement.

Dans la région de Québec, deux chantiers seraient ainsi affectés, mais il a été impossible de savoir lesquels.

Le MTQ dit suivre au jour le jour l'évolution de la situation sur le terrain avec le souci de «diminuer l'impact sur la fluidité de la sécurité de la circulation et assurer la sécurité des usagers de la route». Si le conflit de travail se règle, des chantiers pourraient être relancés. S'il perdure, d'autres annulations sont prévisibles.

C'est la directrice générale de l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGQTQ), Gisèle Bourque, qui a signalé au *Soleil* les effets des moyens de pression des ingénieurs. Celle-ci dit avoir reçu plusieurs appels d'entrepreneurs dont les affaires sont perturbées.

Certains se plaignent d'avoir à écourter leurs semaines de travail en fonction de l'horaire des surveillants de chantier, d'autres d'être carrément mis de côté. «Les ingénieurs n'envoient pas les avis de débiter les travaux, donc les chantiers ne peuvent être lancés», dénonce Mme Bourque. Quand les entrepreneurs tentent de savoir ce qui se passe, les appels ne sont pas retournés, ajoute-t-elle.

Risques pour l'économie

Pour les entrepreneurs qui ont de la machinerie et des employés mobilisés, «c'est quasiment aussi pire qu'une grève [générale] ce qui se passe présentement», dit Mme Bourque. «Non seulement les entrepreneurs sont bloqués au niveau du ministère des Transports, mais ça les empêche de travailler ailleurs ou de soumissionner sur d'autres contrats», fait-elle valoir.

Selon l'ACRGQTQ, toute l'économie du Québec risque de s'en ressentir. «C'est une situation très inconfortable, insécurisante et préoccupante pour le Québec, pas juste pour les entrepreneurs. Il y a des travaux criants qui doivent être exécutés et qui ne le sont pas et ne le seront pas. Les routes vont demeurer dans un état pitoyable», lance sa directrice générale.

Benoît Laflamme, secrétaire-trésorier de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec, affirme qu'en limitant leurs heures de travail, ses membres utilisent «un des seuls moyens de pression qu'on peut faire dans la fonction publique compte tenu des services essentiels qu'il faut respecter».

Il réfute par ailleurs la possibilité que des ingénieurs paralysent sciemment des chantiers en refusant de signer de la paperasse. Leur horaire est limité, certes, mais les syndiqués doivent fournir une prestation de travail régulière, dit-il. «Qu'il y

ait du monde qui soit un peu démotivé, c'est possible», finit-il tout de même par admettre.

L'augmentation des moyens de pression coïncide avec l'échec de négociations intensives tenues du 28 au 30 juin ainsi que le 4 juillet. Les ingénieurs - ils sont 1384, dont 884 aux Transports - ont rejeté à 95 % les dernières offres salariales de 5,25 % sur cinq ans. Les professionnels estiment plutôt qu'ils ont droit à un rattrapage salarial de 30 % pour se rapprocher du traitement de leurs collègues chez Hydro-Québec. Le syndicat a en poche un vote de grève générale illimitée.

Au Conseil du trésor, la porte-parole du ministre Carlos J. Leitão a confirmé au *Soleil* qu'il n'y avait pas d'autres rencontres de négociation inscrites à l'agenda. «Le canal de communication demeure ouvert», a mentionné Catherine Poulin. Elle a ajouté rapidement qu'il n'y aurait pas d'autres commentaires formulés «parce qu'on ne négocie pas sur la place publique».

[Détente](#)

[Avis de décès](#)

[Archives](#)

[Petites annonces](#)

[Plan du site](#) [Modifier votre profil](#) [Foire aux questions](#) [Nous joindre](#) [Conditions d'utilisation](#) [Politique de confidentialité](#)